

# CHRONIQUE

## de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'Analyses et de Publicité

### FAIT DIVERS

## Une fin amoureuse très douloureuse

Les relations amoureuses entre Lobotou et Pyalo ont pris fin samedi dernier. C'est Lobotou lui-même qui a annoncé la nouvelle. Il n'est pas passé par quatre chemins pour le dire... **P.4**

## Les marches du FRAC deviennent tri-hebdomadaires

\* **Jean-Pierre Fabre et ses affidés encore dans la rue ce matin**

\* **Des militants fustigent cette option**

**P3**



## Le projet de loi sur les manifestations publiques



## Grande réunion vendredi chez Pascal Bodjona

**P.3**

Le parti "Le Nid" fait le bilan de ses 5 ans d'existence **P.3**



AITAE se prononce sur la crise politico-militaire en Côte d'Ivoire **P.2**

Rembourser ses crédits pour la pérennité des institutions de microfinance **P.4**

Burkina Faso: Les militaires prennent la ville en otage  
Un Togolais à l'origine de la situation **P.7**

## Divorce entre Moov et ses distributeurs agréés Le collectif des distributeurs grogne

Rien ne va plus entre la société de téléphonie mobile Moov-Togo et ses distributeurs agréés. A l'origine de cette brouille, la suspension du contrat qui lie cette société et ses distributeurs agréés. Moov a retiré ses agréments à ses distributeurs grossistes. Du coup, plus de 700 distributeurs agréés sur toute l'étendue du territoire national et leurs employés vont se retrouver dans la rue sans boulot. Réunis en collectif, ces distributeurs ont dénoncé cette décision de Moov qu'il qualifie d'ingratitude. C'était mardi au cours d'une conférence de presse que le collectif a organisé au Centre Communautaire de Bè à Lomé.

Cette initiative vise, selon les organisateurs, à ramener Moov-Togo à la table de négociation, car depuis la prise de cette décision, cette société semble fermée à toute idée de discussions. " Pendant huit mois que Moov a été suspendue, nous avons gardé patience et nous avons accompagné cette société. C'est surprenant qu'aujourd'hui, Moov décide que tous ses distributeurs ne doivent plus exister. Nous dénonçons cette manière de faire. La distribution, c'est notre métier et nous vivons d'elle ", se lamentait l'un d'eux. " En mai 2010, en vue d'augmenter son chiffre d'affaire, Moov a choisi certains distributeurs



agréés déjà présents dans les cinq régions du Togo pour signer avec eux un contrat de six mois pour après dégager quatre sociétés pour la distribution exclusive de ses produits ; ce qui a semblé être fait en décembre 2010 par un appel d'offre. Mais à notre grande surprise, sur les quatre sociétés choisies, seule une société béninoise était déjà sur le terrain. Les trois autres sociétés qui, elles, sont ivoiriennes, n'étaient même pas invitées en mai 2010 et n'opéraient pas au Togo ", explique le collectif dans une déclaration liminaire.

" Pire encore, alors que sur le terrain, ces sociétés proposent un taux de 5% de rémunération sur achat aux détaillants, Moov, elle, propose à travers un courrier, un taux de rémunération sur achat de

4% de ces mêmes produits, aux Distributeurs Agréés et aux Masters ; ce qui constitue une discrimination", ajoute le collectif. Ce qui irrite le plus ces distributeurs, ce sont les propos du directeur général de Moov qui estime que le processus est irréversible et qu'au lieu de chercher à faire revenir la société sur sa décision, ils feraient mieux d'aller trouver un autre travail ailleurs.

Face à cette situation, le collectif demande aux abonnés de boycotter les produits Moov jusqu'à nouvel ordre et invite les détaillants à les soutenir dans cette démarche. Il faut signaler que cette situation a provoqué la raréfaction des produits Moov (cartes de recharge) sur le marché.

Pierre AGBANDA

## Une nouvelle campagne de vaccination pour éradiquer la poliomyélite

Le ministère de la Santé lancera demain à Ségbé une campagne nationale de vaccination des enfants de 0 à 5 ans contre la poliomyélite. Cette année, la campagne est divisée en deux phases. Le premier tour ira du 25 mars au 27 mars 2011 et le second est prévu pour les 22,23 et 24 avril 2011.

Maladie infectieuse invalidante due à un virus appelé poliovirus, la poliomyélite paralyse les muscles des jambes et peut être mortelle si elle paralyse les muscles des poumons. Il convient donc de consolider cette campagne qui devient récurrente chaque année. L'objectif est d'interrompre la transmission du poliovirus sauvage au

Togo et ce en vaccinant au moins 95% des enfants de 0 à 59 mois. " Cette vaccination est synchronisée non seulement avec 16 pays ouest africains, mais aussi avec 4 pays de l'Afrique centrale. Cette année le ministère de la Santé qui joue le rôle de leadership est accompagné par l'OMS, l'UNICEF avec 110 millions de F CFA, le Rotary international, la Croix Rouge ", a déclaré le DG de la Santé, M. Kokou Sika Dogbé.

Le Corps de la Paix apportera sa collaboration dans le processus de sensibilisation et participera au niveau du monitoring. Un autre message important véhiculé durant la campagne 2011 est le message du lavement des mains, qui paraît

simple, mais permettra aux ménages de réduire la contamination des maladies diarrhéiques. Ainsi, à travers la stratégie du porte à porte, les vaccinateurs passeront de maison en maison, dans les écoles et les lieux publics pour vacciner les enfants et sensibiliser les parents sur la manifestation, les séquelles et la prévention de la poliomyélite.

Par ailleurs, les enfants complètement vaccinés lors des campagnes de vaccinations passées peuvent encore être vaccinés. L'administration des doses supplémentaires sont sans dangers. Car elle permet d'immuniser les enfants qui ne le sont pas et d'éradiquer à terme la maladie.

M. Bénito

## COMMUNIQUE

Le Bureau Exécutif du Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) vient d'être saisi par une agression sur le journaliste de la TV2 dans la journée du dimanche 20 mars 2011 aux environs de 16 H 30 devant le siège de ladite télévision.

Les informations parvenues au bureau du CONAPP font état de ce que le journaliste, répondant au nom de Yélé Bernard, a été victime d'agression par les éléments de l'opération " Araignée " qui pourchassaient un vendeur de carburant (illicite) communément appelé " boudé ", alors qu'il se trouvait devant le siège de la télévision où il est employé. Sérieusement tabassé pour avoir prononcé le mot " Entonnoir 10 ", le journaliste a été embarqué dans leur véhicule 135 où il a également subi des sévices corporels.

Le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) condamne cette agression du journaliste Yélé Bernard de la TV2 et s'insurge contre ces genres de pratiques qui n'honorent par notre pays.

Le CONAPP appelle les autorités togolaises à prendre toutes les dispositions pour que les journalistes soient protégés sur les lieux de leur travail et que le droit et la dignité humaine soient respectés dans notre pays.

Le CONAPP demande à ce que le préjudice subi par le journaliste soit réparé, et que les auteurs de cet acte ignoble soit démasqué et puni selon la rigueur de la loi.

Fait à Lomé, le 22 mars 2011.  
Le Président,  
Jacques DJAKOUTI

## AITAE se prononce sur la crise politico-militaire en Côte d'Ivoire

L'Association des Intellectuels Togolais pour une Afrique Eveillée (AITAE) qui entend réfléchir sur les grands problèmes se posant en Afrique, a organisé une conférence de presse hier à la Maison de la Presse, pour se prononcer sur la crise politico-militaire en Côte d'Ivoire.

A travers une déclaration présentée à cette occasion, l'AITAE revient sur la situation en Côte d'Ivoire créée, selon elle, par la Communauté Internationale aidée en cela par les media occidentaux. La reconnaissance d'Alassane Ouattara par la Communauté

contre l'Union Africaine qui, selon elle, s'aligne honteusement sur la position des grandes puissances. L'AITAE se dit révoltée par cette attitude des chefs d'Etat africains qui rappelle le comportement des troupes des colonies françaises d'Afrique Noire qui s'étaient engagées aux côtés de la France pour combattre leurs frères algériens dans leur lutte pour l'indépendance.

L'AITAE, poursuit la déclaration, apporte son soutien à Laurent Gbagbo et rend hommage aux présidents José Edouardo Do Santos, John Atta Mills et Yaya Djamé pour s'être démarqués des



Table d'honneur

Internationale comme vainqueur du second tour de l'élection, est selon l'AITAE, révoltante et infondée, vu qu'elle n'est basée sur aucune preuve mais sur le simple témoignage du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Young Jin Choi.

En conséquence, l'AITAE condamne ce qu'elle qualifie d'acharnement de la Communauté Internationale contre Laurent Gbagbo dont la victoire, à en croire l'association, saute aux yeux. Par ailleurs, l'AITAE s'insurge

autres chefs d'Etat africains.

Pour terminer, l'AITAE lance un appel à tous les Africains en vue de dissuader leurs gouvernants à envoyer des troupes en Côte d'Ivoire et met en garde le peuple africain contre les grandes puissances dont certaines ont planifié l'assassinat d'illustres personnalités du continent, tels Félix Moumié, Patrice Lumumba, Sylvanus Olympio et Thomas Sankara.

Carole AGHEY

Tél : 222.34.1  
905.25.6  
911.58.96

**OPS SECURITE**

**INTERNATIONAL AREWELL**

Nos domaines

- Placement d'Agents de sécurité
- Vidéosurveillance

Vision Jour & Nuit

Vente et Installation d'Alarme de voiture

Demo Unit—Gsm Car Alarm System

## Les marches du FRAC deviennent tri-hebdomadaires

# - Jean-Pierre Fabre et ses affidés encore dans la rue ce matin - Des militants fustigent cette option

Décidément, le président de l'ANC, Jean-Pierre Fabre et ses acolytes débordent d'imagination. La nouvelle trouvaille que le déserteur Kofi Yamgnane leur a apportée de Paris, c'est d'augmenter les jours de leur marche. Désormais, au lieu de marcher seulement les samedis, les militants de l'ANC doivent battre le pavé trois fois par semaine (jeudi, vendredi, samedi). " Faut-il applaudir ou plutôt pleurer ? ", s'indignait samedi dernier une militante qui revenait de la marche au cours de laquelle la fameuse nouvelle a été annoncée. Mme Ayoko, secrétaire de son état dans une société d'Etat de la place et fervente militante de l'ANC se demandait si les travailleurs devraient boycotter leur travail les jours ouvrables pour aller marcher. " On risque de nous virer si nous nous permettons d'abandonner nos boulots pour marcher les jours ouvrables ", fulminait-elle avant d'ajouter que " si les grosses pointures du parti, notamment les ex-députés de l'UFC aujourd'hui cadres de ANC ont été débarqués de l'Assemblée Nationale sans ménagement, ce n'est pas moi qui ai souffert tant d'années avant de trouver ce job, qui prendrais le risque de l'abandonner pour les marches du FRAC ". Elle conclut qu'elle ne prendrait pas de risque de perdre son job à cause de l'ANC. Comme elle, nombreux sont ceux qui se demandent si les responsables de l'ANC ont la tête sur leur épaule. Si les marches hebdomadaires de samedi ne mobilisent plus de monde, est-ce que c'est en augmentant le nombre de marches au cours de la semaine que les gents abandonneraient leurs activités pour aller déambuler dans la rue ? Si Jean-Pierre Fabre n'était pas aussi abrouiti, comment pourrait-il penser que ces mamans et sœurs revendeuses qu'il a tenté de remo-



biliser entre temps et qui sont également rackettées pour financer les activités de l'ANC abandonneraient leur étalage trois jours de la semaine (de 08heures à 15 heures) pour aller écouter ses inepties ? Peut-être que son ami Kofi Yamgnane lui a dit que si le printemps arabe a été un succès, c'est parce que les manifestants marchaient chaque jour. Seulement, Kofi a oublié de lui dire que ce qui se passe dans les pays arabes n'a rien à faire avec les Togolais qui ont déjà ce que les manifestants arabes réclament, notamment la démocratie. C'est justement grâce à cette démocratie ambiante au Togo que Jean-Pierre a pu créer son parti et se présenter à l'élection présidentielle dont les observateurs de l'Union Européenne, de l'ONU et autres ont certifié la régularité et la transparence. Pendant ce temps, le peuple arabe croupissait sous l'Etat d'urgence qui les empêchait de jouir de leur liberté. Ce qui fait dire aux observateurs de la scène politique togolaise que Jean-Pierre Fabre est un piètre politicien qui navigue à vue sans aucune stratégie politique. Pour lui, comme le printemps arabe a permis de déboulonner les dictateurs qui ont passé plus de trente

ans au pouvoir, la même stratégie peut être appliquée au Togo pour chasser le président Faure Gnassingbé démocratiquement élu par le peuple à plus de 60% et qui vient juste d'entamer son second mandat. L'opposition ghanéenne peut-elle aussi faire descendre ses militants dans la rue pour soi-disant chasser du pouvoir le président Attah Mills démocratiquement élu par le peuple ? Ou mieux, l'opposition allemande peut-elle descendre dans la rue pour réclamer le départ Angela Merkel parce qu'il y a eu le printemps arabe ? C'est à croire que dorénavant on n'aura plus

besoin d'élection pour accéder au pouvoir mais plutôt des marches. C'est vraiment regrettable que Jean-Pierre Fabre et ses acolytes ne voient pas plus loin que le bout de leur nez et préfèrent vivre comme Alice au pays des merveilles.

Ce qui est évident, c'est que la nouvelle trouvaille de Kofi Yamgnane est un mort-né car si la marche hebdomadaire de samedi qui drainait au début des milliers de personnes ne mobilise aujourd'hui que quelques centaines à cause de son caractère redondant, l'on voit mal les gents accepter laisser leurs activités pour marcher trois jours sur sept dans la semaine. Pire, selon certaines indiscretions, Jean-Pierre Fabre et ses affidés pensent même marcher chaque jour. N'est-ce pas une manière de traiter les Togolais de fainéants qui n'ont rien à faire que de marcher chaque jour et pour quelle revendication ? Tantôt on réclame le départ du président élu, tantôt l'intégration des députés de l'UFC à l'Assemblée Nationale, tantôt les réformes institutionnelles et constitutionnelles ou encore la dernière trouvaille, le retrait du projet de loi réglementant l'organisation des manifestations dans les lieux publics. Finalement,

les Togolais ne savent pas exactement ce que veulent les dirigeants de l'ANC. Et pourtant le président Faure n'a pas attendu le printemps arabe pour appeler toute la classe politique à un dialogue inclusif pour débattre des questions liées aux réformes voulues par l'Accord Politique Global (APG). Aussi bizarre que cela puisse paraître, Jean-Pierre Fabre et ses amis opposent un refus catégorique à cette invitation. L'on se demande alors ce qu'ils veulent au juste. Ils ont fait des marches leur sport de prédilection. Ce qui est regrettable, car au moment où ils passent leur temps à marcher, le RPT est sur le terrain en train de mobiliser ses militants pour les prochaines échéances électorales. Le hic, c'est que lorsque le RPT engrangera les fruits de ses efforts, Jean-Pierre Fabre et les siens vont crier à la fraude au lieu de s'en prendre à leurs propres errements. Heureusement que pour la présidentielle de mars 2010, les observateurs de l'UE étaient présents et ont certifié la qualité et la transparence du scrutin. Le reste, c'est du snobisme qui apparemment ne mordra pas.

Aliziou Dominique

## Le parti "Le Nid" fait le bilan de ses 5 ans d'existence

Un an après l'élection présidentielle brillamment remportée par Faure Essozimna Gnassingbé, le parti "Le Nid" a organisé le 19 mars 2011 au Centre Communautaire de Bè, une table ronde d'évaluation dans le souci de faire un bilan de ses cinq ans d'existence. Il s'agissait de faire le bilan des engagements du parti vis-à-vis de ses militants et des populations de façon générale. Car actuellement au sein du parti "Le Nid", il y a deux camps : l'un qui veut que le parti continue de soutenir le président de la République et l'autre qui veut qu'on raccroche.

D'après le bilan présenté par M. Lawson-Latévé Laté, le secrétaire général du parti, en 2005, la violence que les élections présidentielles ont provoquée au Togo, a suscité une grande indignation tant sur le plan national qu'international. L'unité nationale était en danger d'effritement. Il fallait que des personnalités politiques du pays, soucieuses du devenir des populations qui ne demandent qu'à vivre dans la paix et à vaquer à leurs occupations quotidiennes, réagissent pour proposer le " **Participationnisme** " comme le moyen le plus approprié de gérer de manière consensuelle les affaires de l'Etat en période de crise. Parmi ces personnalités qui prônaient cette pensée politique qu'est le " **Participationnisme** ", on peut citer le président national du parti "Le Nid", l'ancien ministre de la Culture, du Tourisme et des Loisirs, Dosseh-Anyron Gabriel, feu ancien ministre Amah Gnassingbé, l'Ancien Premier ministre Edem Kodjo.

Pour concrétiser cette pensée politique, une association politique



M. Dosseh-Anyron, pdt du parti "Le Nid"

dénommée "Le Nid" a vu le jour en 2005. Une année après sa création, l'association "Le Nid" a amendé ses statuts pour devenir le Parti politique "Le Nid" en juin 2006. Après l'Accord Politique Global (APG) signé par les acteurs politiques en 2006, le parti a participé au gouvernement de Me Agboyibo et plus tard aux élections législatives d'octobre 2007 mais n'a malheureusement obtenu aucun député dans la Commune de Lomé ni dans les préfectures (Vo, Lacs, Golfe, Zio, Daye, Kloto et Agou) où il a positionné des candidats, a expliqué M. Lawson-Latévé.

La nécessité de ventiler les informations stratégiques du parti dans les fédérations comme dans les sections et sous sections de manière régulière et efficace, conduit le parti à organiser des tournées de sensibilisations dans les différentes localités du pays.

En avril 2009, une table ronde a été organisée pour discuter des différentes possibilités d'alliance avec les avantages et les inconvénients pour le parti et pour les populations. Après énumération des opportuni-

tés au cas où le parti ne présenterait pas de candidat, les délégués avaient procédé à un vote secret pour connaître l'orientation des responsables fédéraux en ce qui concerne le choix d'une ligne d'action à adopter pour les élections présidentielles.

Le 31 octobre 2009, le Conseil national avait donné mandat dans sa motion finale au Bureau exécutif national pour entrer en négociation avec le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT). Le parti avait souhaité s'organiser à sa manière pour faire la campagne au profit du candidat Faure durant deux semaines. Après la formation du gouvernement Hounbo 2 sans le parti "Le Nid", des propositions de stratégie de soutien permanent pendant le quinquennat du mandat présidentiel ont été adressées au Chef de l'Etat mais elles sont restées sans suite. A en croire le secrétaire général du parti, vu l'importance des propositions des militants sur les stratégies à adopter après les élections et des débats sur l'opportunité de continuer à soutenir la politique du Chef de l'Etat, le prochain Conseil National dit de Synthèse qui se tiendra vers la fin avril ou début mai 2011 à Lomé devrait permettre de redéfinir les contours d'une rectification ou d'un soutien éventuel à la politique du Président de la République. Selon lui, le parti a contribué tout récemment avec d'autres partis politiques à l'amendement et à la signature d'un Code de bonne conduite sous le parrainage du "National Democratic Institute For International Affairs" (NDI) et de l'USAID, le jeudi 10 mars 2011 dernier.

Carole AGHEY

## Le projet de loi sur les manifestations publiques

### Grande réunion vendredi chez Pascal Bodjona

Le projet de loi sur les manifestations publiques qui suscitait de nombreuses critiques depuis le début du mois ne sera pas présenté dans l'immédiat à l'Assemblée nationale. Le ministre de l'Administration territoriale, Pascal Bodjona, va recevoir vendredi les responsables d'une vingtaine de partis politiques et de représentants de la société civile pour discuter du texte et l'amender, le cas échéant.

"L'objectif des autorités est de dégager un consensus ; nous voulons faire en sorte que chacun apporte effectivement sa contribution dans l'élaboration de ce projet", a déclaré à republicoftogo.com, un responsable du ministère de l'Administration territoriale.

Le projet, contesté par certains partis d'opposition, a le mérite de moderniser le texte actuel devenu obsolète. Son élaboration a d'ailleurs été recommandée par le Haut Commissariat aux droits de



l'homme des Nations Unies.

Il ne s'agit donc pas de museler l'opposition en limitant son droit de manifester ; c'est exactement le contraire. Mais certains opposants, par opportunisme, ont fait du combat contre ce projet leur cheval de bataille.

Les autorités ont, dès le départ, indiqué que toute contribution était la bienvenue pour peaufiner la mouture finale avant son examen par les députés. C'est l'objet de la réunion de vendredi.

Source : republicoftogo

# Microfinance : Rembourser ses crédits pour la pérennité des institutions de microfinance

La microfinance est un outil essentiel dans la lutte contre la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Ce secteur a connu une croissance et une évolution spectaculaire ces dix dernières décennies. Cette évolution s'est traduite notamment par une diversification des prestations de services financiers.

Au Togo, le nombre des Institutions de MicroFinance (IMF) est passé de 66 en 2004 à 75 en 2009. Le nombre de points de service connaît une évolution depuis 2004, passant de 238 à 547 en 2009. Il existe généralement dans notre pays, trois types de structures d'IMF au sens de la loi 95-014 : les institutions d'épargne et de crédit, les expériences de crédits directs ou "Solidaire" ; les ONG à volet micro-crédit. D'une façon précise, il existe huit structures de base regroupant 105 structures (70% de marché) ; 70 structures unitaires non affiliées (15% de marché) ; 4 structures associatives "Loi 1901" (15% de marché). Selon M. Pissot, directeur de Programme /Marketing de WAGES, " Ces dernières années, le paysage de la microfinance togolaise est en permanente



M. Kokoumeh, DG de FUCEC-Togo

transformation avec l'apparition de nouveaux intervenants, l'intervention des banques commerciales classiques dans le service rendu à la clientèle des IMF. Parallèlement, l'analyse de la clientèle des IMF montre que celle-ci devient de plus en plus exigeante en ce qui concerne les produits et la qualité des services auxquels elle prétend".

## Les IMF un outil de développement

Les institutions de Microfinance font de l'intermédiation financière, c'est-à-dire elles sont autorisées à recevoir les dépôts du public, l'épargne des gens. Ces épargnes doi-

vent être bien gardées par l'institution qui les reçoit pour les restituer à tout moment si les personnes qui ont épargné en font la demande. Cette épargne, si elle est bien utilisée, peut contribuer au développement, car en attendant que les épargnants viennent chercher leurs fonds, l'IMF peut les utiliser pour appuyer ceux qui

ont des projets d'entreprises. Et c'est à travers le crédit, les prêts que cela se fait. Chaque jour, ce sont plusieurs personnes qui viennent solliciter des crédits auprès des IMF, même ceux qui n'ont pas épargné et également les groupements. Cela permet aux gens de développer leurs activités ou leurs commerces. Car, les IMF s'implantent généralement dans les milieux pauvres. Cependant, le client qui sollicite un prêt auprès d'une IMF se doit de respecter les clauses du contrat pour ne pas s'attirer la foudre de celle-ci.

## Rembourser ses crédits, c'est bien pour soi et pour les IMF

Le crédit est l'important actif d'une Institution de microfinance. S'il est mal géré, l'institution court à sa perte. Parmi les clients qui prennent des crédits auprès des IMF, il y en a qui rechignent à payer, malgré les engagements qu'ils ont signés avec ces IMF. Cela a des conséquences graves pour le client et pour l'IMF. D'abord, le client qui rembourse son crédit en retard doit payer plus d'intérêts parce qu'il n'a pas respecté le contrat de prêt. De l'autre côté, les impayés sont une source essentielle de perte des IMF car, ils conduisent à l'irrécouvrabilité et entraînent la décapitalisation de l'institution. " Quand les gens obtiennent des crédits auprès des institutions de microfinances, ce n'est pas l'argent tombé du ciel, ça appartient à d'autres personnes. Si l'emprunteur est en difficulté, il doit faire des démarches en vue de trouver un nouveau terrain d'entente avec l'IMF", conseille le directeur général de FUCEC Togo, M. Kokoumeh Fedy.

Il est donc possible de faire des démarches vers l'IMF pour discuter d'un nouveau calendrier de paiement au risque de voir les intérêts revus à la hausse. Malgré cette possibilité, des débiteurs préfèrent jouer au jeu de cache-cache avec les IMF. Ce qui complique leur situation. " Quand la mauvaise foi du débiteur est démontrée, on peut faire intervenir le pénal ", précise le DG de FUCEC-Togo qui récuse le procès

fait aux IMF d'être trop répressive. " Il y a une sorte d'ambiance qui règne où on dit que les IMF sont trop répressives et leurs crédits très chers. Tout ça amène des gens à défendre les débiteurs qui, de façon délibérée, ne veulent pas rembourser. Tout ceci crée un environnement qui ne permet pas à nos institutions de prospérer ", regrette-t-il.

Abondant dans le même sens, le coordonnateur de la Cellule d'Appui et de Suivi des Institutions de Microfinance (CAS-IMEC), M. Kpizing Essodong indique que " un client qui s'engage avec un institution est censé connaître les conditions de service de cette institution ". C'est pourquoi le CAS-IMEC impose aux institutions d'afficher leurs conditions de service que tout client a le droit de consulter avant de s'engager. " Imaginez qu'une institution fait des crédits et que ces crédits ne reviennent pas, cette institution a des problèmes. Quand vous obtenez les fonds en crédit, plus vous gardez ces fonds, plus vous payez les intérêts... ", précise-t-il.

Si les institutions de microfinance existent, c'est pour le bien des populations. Pour cela, pour leur permettre de continuer à jouer pleinement ce rôle, les crédits pris auprès de ces IMF doivent être retournés et à temps. Un seul franc gardé par un débiteur peut créer de sérieux problèmes à l'institution de microfinance, et l'application de la loi ne sera que justice rendue.

Pierre AGBANDA

## Santé

### Faire de l'exercice :

## 5 mauvaises raisons de faire du sport

Faire de l'exercice est très bon pour la santé, mais il existe des mauvaises raisons de faire du sport qui n'améliorent pas la santé.

Nous avons tous nos propres raisons de faire de l'exercice. Et toutes ces raisons ont leur mérite (il n'y a aucun mal à vouloir vous sentir en bonne forme et en confiance devant le miroir). Pourtant, certaines raisons d'aller à la salle de sport sont certainement meilleures et plus motivantes que d'autres.

En fait, les objectifs que vous fixez et les raisons pour lesquelles vous faites de l'exercice aident à donner le ton à l'ensemble de votre style de vie, et peuvent même jouer un rôle dans votre santé à long terme ainsi que dans votre succès. Bien entendu, il est recommandé de choisir de bonnes raisons pour faire de l'exercice et maigrir.

Voici 5 raisons pour lesquelles les gens font de l'exercice, qui semblent positives à première vue mais qui peuvent en fait s'avérer malsaines ou destructives. Si votre raison (ou vos raisons) de faire du sport fait partie de ces 5 raisons, ne désespérez pas car nous avons inclus de meilleures raisons de faire de l'exercice qui vous aideront à basculer vers une direction plus motivante.

### 1) FAIRE DE L'EXERCICE PARCE QUE VOUS SENTEZ AVOIR GROSSI

Allez-vous à la salle de sport tôt le matin après une nuit où vous avez mangé beaucoup d'aliments malsains en pensant que vous pouvez inverser les dégâts causés par ce repas déséquilibré ? Bien qu'une bonne séance d'entraînement peut

vous remettre dans le bon chemin alimentaire, vous ne devriez jamais penser à vous punir (pour avoir mangé des aliments trop caloriques, trop gras, trop sucrés, etc.) en faisant de l'exercice.

Faire du sport ne devrait pas ressembler à une torture ou utilisé comme une façon de redresser vos torts quand il s'agit des nourritures. Quand vous faites cela, vous ne pensez plus aux bienfaits que représente le sport pour votre santé et pour votre bien-être. Et vous pourriez commencer un cercle vicieux qui mène à des problèmes de consommation alimentaire (par exemple des troubles de conduites alimentaires) et de remise en forme plus sérieux.

Voici une meilleure raison de faire de l'exercice : vous faites de l'exercice pour vous sentir forts et énergiques. Au lieu de vous punir en faisant trop d'exercice, concentrez-vous sur comment l'exercice physique peut vous faire sentir vraiment bien dans votre peau. Vous sentir forts et énergiques améliorera votre humeur et votre santé. Vous verrez que déplacer votre corps pendant les séances d'entraînement est bien plus qu'une façon de brûler des calories, cela vous aide à prendre soin de vous (de l'intérieur vers l'extérieur).

### 2) FAIRE DE L'EXERCICE POUR POUVOIR MANGER CE QUE VOUS VOULEZ

Si votre seule motivation de faire du sport consiste à vous aider à compenser une habitude de manger au fast-food ou des desserts caloriques, il est grand temps de réexa-

miner vos priorités. Bien entendu, faire de l'exercice peut vous permettre d'annuler en partie voire la totalité des calories apportées par un plat malsain, mais il est bien plus facile de manger trop de calories que de les brûler.

Par exemple, vous devez faire environ 1 heure de jogging pour brûler les calories apportées par un seul hamburger au boeuf et au fromage (et nous n'incluons même pas les frites et le soda). Précisons également que faire de l'exercice ne peut pas toujours annuler les effets négatifs sur la santé que produit une alimentation malsaine et déséquilibrée. Par ailleurs, les sucreries et autres malbouffes ne vous apportent pas tous les vitamines et minéraux dont vous avez besoin pour atteindre vos objectifs de remise en forme.

Voici une meilleure raison de faire de l'exercice : faites du sport pour vous permettre occasionnellement un petit plaisir alimentaire dans le cadre d'un régime alimentaire sain. Au lieu de faire de l'exercice pour pouvoir manger ce que vous voulez, pensez à cela comme une façon de soutenir votre style de vie sain en améliorant votre santé et votre bonheur, en n'essayant pas de devancer une mauvaise alimentation. Vous serez capables d'apprécier un petit plaisir de temps en temps sans trop vous inquiéter des calories superflues. Mais la clé reste de rendre ces petits plaisirs occasionnels, n'en faites donc pas une chose normale dans votre alimentation.

A suivre

## Fait divers

### Une fin amoureuse très douloureuse

Les relations amoureuses entre Lobotou et Pyalo ont pris fin samedi dernier. C'est Lobotou lui-même qui a annoncé la nouvelle. Il n'est pas passé par quatre chemins pour le dire. " J'ai préféré le dire à chaud pour me libérer ainsi ", a déclaré Lobotou, 52 ans, haut cadre de l'Administration Publique, père de cinq enfants issus de deux épouses. Il portait cette nouvelle à la connaissance du public sorti nombreux suite au scandale qui venait de se produire au domicile de Pyalo.

" C'est vraiment scandaleux. Mon "ex" a franchi le rubicon", a laissé entendre Lobotou avant d'expliquer qu'il venait de prendre en flagrant délit son ex-petite amie en train de faire l'amour avec un autre homme. " Pourtant, c'est moi qui lui ai loué la chambre que j'ai meublée. J'ai payé tout ce dont elle avait besoin pour vivre à l'aise. L'argent, je lui en donne chaque fois qu'elle en exprime le besoin. Parfois, c'est moi-même qui déclenche le détonateur et laisse couler les billets de banque ", a encore dit Lobotou avant de se demander ce que son ex-fleur de beauté, sa papaye ou sa carotte lui reproche. " Malgré mes deux épouses légitimes, je n'ai jamais manqué de satisfaire Pyalo, du moins, elle ne s'est jamais plainte de quoi que ce soit ", a-t-il renchéri.

Avec Toute la rage qu'il avait au cœur, l'homme ajouta : " N'est-ce pas avec la viande de mes deux coqs que je lui ai offerts hier qu'elle et mon rival se sont régalés avant de se retrouver au lit ? J'attends ici. Ce couillon n'a pas de chance. Je vais l'écraser comme une mouche ". Il conclut : " de toutes les mille manières, c'en est finie avec cette espèce de pute dévergondée. Adieu mes fauteuils, mon buffet, le lit avec matelas confort. Mieux encore, adieu mon argent, surtout le portable que j'ai fait acheter en Allemagne et la camera achetée au Canada, adieu... " ! Malgré leur détermination, trois gars n'ont pas réussi à mettre hors d'état de nuire le sieur Lobotou. Il a fallu faire appel aux éléments des forces de l'ordre de l'Opération " Araignée " pour le déloger des lieux et libérer le couple séquestré. Lobotou reviendra quelques minutes plus tard avec un taxi bagage pour ramasser tous les biens qu'il avait achetés à sa dulcinée.

Pauvre Lobotou, ne pleure pas beaucoup au risque d'irriter les mères de tes enfants. Elles ont soif de toi. Profites-en !

B. TALOM

## Réhabilitation des infrastructures routières

### Trois mois pour remettre la Nationale 1 au point

Les riverains de la Route Nationale n°1 (RN1) ont dû le constater que des travaux de réparations et de point à temps sont actuellement entrepris sur le principal axe du pays, en partant de Lomé jusqu'à Tandjouaré, au nord du pays. Les usagers et les riverains de cette route sont alors invités par l'autorité compétente "à redoubler de vigilance par le respect scrupuleux des signalisations de chantier mises en place par endroits afin d'éviter des accidents". Il s'agit d'effectuer des Travaux de grosses réparations sur six tronçons dont Lomé-Davié, et des Réparations localisées et de Point à temps sur quatorze autres.

Le tout pour une durée de trois mois pour le premier lot, et de deux pour le second.

En tout 18 entreprises locales se sont partagées les 20 lots : GTBTP s'est adjugée Lomé-Davié, à partir du rond point GTA sur une vingtaine de kilomètres. Les dégâts, là, se localisent surtout au niveau de Agoényivé, Agoè-Zongo et à Adétikopé. Babamé à Blitta (63 km) est attribuée à ECOBAT-K, avec l'éventualité de travaux d'assainissement pour l'écoulement des eaux de pluies. Blitta à Sokodé (78 km) est scindée en deux entre Blitta-Adjengré, confiée à LE PROGRES, et Adjengré-Sokodé à CENTRO. Enfin, Sokodé à Kara (72 km) a été enlevée par GTBTP de Sokodé à Aléhéridé et par l'entreprise REC de là jusqu'à Kara. Ce sont là les travaux de grosses réparations, il y a lieu de racler à fond les parties défectueuses de la voie afin de les recharger et de les bitumer.

Lomé (GTA)-Davié, Babamé-Blitta, Blitta-Adjengré, Adjengré-Sokodé, Sokodé-Aléhéridé doivent connaître par ailleurs des Réparations localisées et de Point à temps. Elles sont confiées respectivement à NAD BTP, ACOAT, EGBAT, EGA et à ECBTGC. A ces travaux



localisés viendront s'ajouter Davié-Amakpapé (ETC BTP), Amakpapé-Atakpamé (LA PERSEVERANCE), Atakpamé-Babamé (DJE BTP), Aléhéridé-Bafilo (EITP) et Bafilo-Kara à ECOB. De Kara à Kanté (56 km), et de Kanté à Naboulgou (37 km), dans la région de la Kara, les travaux sont également par Point à temps et par Réparations localisées, auxquels s'accompagnent également des travaux d'assainisse-

ment. Ils sont semblables de Naboulgou à Sagbiébou (24 km), de Sagbiébou à Tandjouaré sur une distance de 53 km. Ces quatre derniers chantiers sont attribués respectivement aux entreprises locales GTACO, CABI, E3TP et encore de nouveau à REC.

Le financement de ce projet est assuré par la Compagnie autonome des péages et de l'entretien routier (CAPER), qui est actuellement en charge de la gestion des quatre péages du pays. Et le contrôle des travaux attribué, par lots, six bureaux, dont AZ Consult, Ingetech, Agecet et Poly Consult. Le ministère des Travaux publics insiste sur la qualité des ouvrages, vu la charge supportée par cette route. D'où une responsabilité accrue et une vigilance des bureaux de contrôle. Il est attendu que les travaux se fassent simultanément, et soient livrés dans les mêmes délais afin d'éviter des désagréments aux usagers. Plus particulièrement aux semi-remorques qui abondent ces temps derniers sur cet axe routier - en faveur de la crise ivoirienne - en provenance et à destination des pays du Sahel que sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

## Droit immobilier: A quoi sert "les trois tampons" ?

**L'une des formalités préalables en vue de l'obtention du titre foncier pour protéger son droit de propriété sur son terrain ou sa maison, est l'établissement d'un plan parcellaire avec les "trois tampons" sur ce bien. Mais dans la majorité des cas, les propriétaires se contentent de cette formalité sans poursuivre la procédure d'immatriculation au risque d'être victime de l'insécurité foncière. Pire, ils n'établissent ce plan que des années plus tard après la transaction, se contentant du reçu de vente.**

Le plan parcellaire est un plan représentant la parcelle. Il est établi par un géomètre agréé qui est un technicien en la matière et reconnu par l'Etat (ordonnance n° 10 du 5 mars 1976 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession de géomètre). Le géomètre agréé travaille dans un cabinet topographique dont l'une des missions est l'établissement des plans (plans de propriétés rurales et urbaines, plan parcellaires ruraux et urbains, plan de division et de situation, plan de carrières,.....).

Ce plan renseigne sur l'identité du propriétaire (vendeur) et du bénéficiaire du transfert du droit de propriété (acquéreur) ainsi que la contenance du terrain. Le géomètre l'établit sur la base des échelles selon la superficie. Il utilise 1/100, 1/200, 1/500 pour les terrains urbains et au-delà pour les terrains ruraux.

Dès que ce document est dûment établi, il est soumis aux trois visas des services compétents pour sa validité. Ces visas sont communément appelés "trois tampons".

#### Comment s'obtiennent ces visas ?

Le géomètre agréé requis pour l'établissement du plan y appose d'abord sa signature suivi de sa qualité et la date et lieu de l'établissement de ce document : c'est le

"premier tampon".

Le plan est ensuite soumis au visa ou à la signature du Directeur Général de l'Urbanisme et de l'Habitat (DGUH) si le terrain concerné est urbain. Par contre, ce plan sera visé par le Directeur de l'Aménagement et de l'Equipement rural s'il s'agit d'un terrain rural : c'est le "deuxième tampon".

Enfin, ce plan est soumis à la Directrice générale des impôts représentée actuellement par le Directeur des Affaires Domaniales et Cadastres pour son visa technique (3ème tampon). Précisons que cette direction procède au contrôle et à la vérification des calculs et des visas précédents puis contresigne le plan que ce soit un terrain urbain ou rural.

De façon générale, on peut dire que ces visas ont pour but de vérifier que ces parcelles ne font pas partie du domaine public et permettent aussi aux services compétents de prévenir les problèmes de double vente source de conflits fonciers. Ces services, grâce au plan de la cartographie générale et au numéro donné au plan visé assurent le contrôle foncier.

Ce plan parcellaire avec les trois tampons sera aussi utile lors du bornage devant arrêter définitivement les limites du terrain.

En outre, il constitue un élément de preuve en matière foncière et favorise la pratique de "vente de terrain avec trois tampons", mais ne saurait garantir efficacement le droit de propriété sur le terrain, en raison de l'insécurité immobilière. Il arrive que le même terrain fasse l'objet de double voire triple plan parcellaire.

Aussi est-il nécessaire de continuer les formalités jusqu'à l'obtention du titre foncier pour garantir son droit de propriété sur le terrain.

Source: savoirnews



## COMMUNIQUE DE LA CEET



Dans le cadre de la mise en application des nouveaux tarifs, la CEET a déployé une cellule de gestion des réclamations.

Le processus de facturation est lancé et les clients ont déjà commencé à recevoir les nouvelles factures. A ce jour les réclamations reçues chez certains clients font état de cumul de consommations qui impactent fortement la facture reçue.

La CEET informe tous les autres clients qui seraient dans ce cas à se présenter à l'accueil de leur agence munis de leur facture pour être pris en charge. Un formulaire à remplir leur sera fourni pour l'occasion.

La CEET s'engage à ne pas procéder aux recouvrements sur les factures faisant objet de réclamation tant qu'une réponse ne sera pas fournie aux requêtes.

La CEET rappelle à ses clients que le nouveau tarif n'est applicable qu'à partir de la consommation de janvier 2011.

D'autre part la cellule de gestion des réclamations reste joignable aux numéros de téléphone suivants : 241 98 68 et 241 98 78, de 7h00 à 17h30 !

La Direction Générale

## La Francophonie, 41 ans déjà

# Une soirée en l'honneur de l'organisation à Lomé



Le 20 mars dernier, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) a eu 41 ans. A l'occasion de la célébration de cet anniversaire, une soirée riche en couleurs et en sons, lui a été consacrée à Lomé. Une réception a été offerte à cet effet par le Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest (BRAO). Des hommes politiques, des membres du gouvernement, des représentants du Corps diplomatique et de plusieurs autres personnalités et invités ont pris part à cette soirée qui a été marquée par deux interventions. D'abord celle du directeur, représentant régional du BRAO, M. Tharcisse Urayenezza, et ensuite celle du secrétaire général de l'OIF, M. Abdou Diouf.

En souhaitant une bonne fête de la Coopération et de la Solidarité via-

bles, durables, équitables et productives, de la complémentarité et de la convivialité francophones, dans la diversité de "nos origines et de nos cultures", le représentant régional du BRAO s'est réjoui de l'accueil chaleureux et convivial qui lui a été réservé dès son arrivée dans notre pays. Il a tenu à préciser que la triple mission politique, diplomatique et de coopération qui lui a été confiée nécessite et passe par l'établissement d'un climat propice de dialogue et de concertation avec les autres acteurs publics et privés de la coopération bilatérale et multilatérale. "Les crises politiques et sociales qui secouent plusieurs pays francophones de notre sous-région, appellent de notre part, cette concertation permanente afin de chercher ensemble les portes de sortie de crise et d'apporter, au besoin, notre contribution à la recherche de la paix et de la stabilité dont certains pays membres de la francophonie de cette région ont individuellement et collectivement besoin pour promouvoir le développement de leurs peuples", a-t-il indiqué.

Il a réaffirmé la détermination du BRAO à œuvrer au renforcement de cette "Francophonie de proximité, de cette francophonie de terrain".

De son côté, le secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, a dédié cette journée à la jeunesse de tous les pays et de tous les continents et spécialement à "cette jeunesse du monde arabe qui a eu le courage et la volonté de tracer pacifiquement la voie de la liberté politique et de l'équité économique et sociale". Il a exhorté les Etats à lutter pour le bien-être de cette jeunesse. "En cette année internationale de la jeunesse, il est de la responsabilité des Etats et gouvernements d'initier des politiques nationales innovantes et ambitieuses en matière d'éducation, de formation, d'enseignement supérieur, d'insertion professionnelle mais aussi d'emplois stables et qualifiés", a-t-il déclaré.

Au cours de cette soirée, deux ordinateurs portables ont été remis à deux Togolais, lauréats du concours épistolaire lancé le 20 mars 2010 sur le thème : "Déclaration de Bamako vue et vécue par les jeunes francophones". Il sera institué par le BRAO le "Prix 20 mars du jeune journaliste francophone d'Afrique de l'Ouest"



Le Directeur de BRAO

récompensant chaque 20 mars, un jeune journaliste de la presse écrite d'un pays francophone d'Afrique de l'Ouest qui se sera illustré par le meilleur reportage ou la meilleure enquête sur le thème de la journée internationale de la Francophonie de l'année précédente.

Créée le 20 mars 1970 par Hamani Diori du Niger, Habib Bourguiba de la Tunisie, Sédar Senghor du Sénégal et le Prince Norodom Sihanouk du Cambodge, la Francophonie regroupe les pays qui ont en partage la langue française. Au-delà de la promotion de cette langue, la Francophonie reste un vaste creuset de Convivialité culturelle et un formidable outil de développement partagé.

Pierre AGBANDA

## Nicolas Lawson condamne l'agitation politique et se dit favorable au dialogue inclusif

Il est temps de mettre fin à la crise politique qui perdure au Togo et s'investir pour les défis socio-économiques, telle est la position défendue par le président du Parti du Renouveau et de la Rédemption (PRR), Nicolas Lawson, au cours d'un point de presse au siège du parti le 21 mars dernier. Face aux journalistes il a également préconisé que le Togo augmente son budget 2011 de 45% à l'instar du Mozambique.

Pour le PRR, les malheurs éprouvés dans sa quête de la démocratie ne doivent pas nous précipiter dans le désespoir total ni dans une haine impuissante ou destructrice. "Nous avons échoué parce que nous n'avions rien compris. Beaucoup se sont battus pour leurs intérêts personnels et ne proposent rien de tangible. Nous devons tirer des leçons du passé. En ce

moment, nous sommes en train de trouver des points de convergence pour proposer une alternative et évoluer vers les aspirations du peuple." a-t-il affirmé. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'il faudrait s'attendre à une coalition prochaine entre le PRR, le CAR, la CDDPA, l'Alliance et si possible avec l'ANC. Selon Nicolas Lawson, la démocratisation d'une société n'est pas une œuvre d'agitation politique, de lutte fratricide, d'intolérance, d'égoïsme et de messianisme.

Le phénomène de la vie chère doit préoccuper tout leader politique, au regard de la pauvreté à laquelle est confronté le Togolais. Assurer la subsistance, des logements décentes, des soins sanitaires, voilà ce qui préoccupe prioritairement le peuple. Il est impensable que des gens continuent à se livrer à des conflits stériles de leadership au sein de l'opposition quand les

Togolais s'interrogent sur leur sort, a-t-il ajouté.

Le président du PRR demande à ce que le Togo prenne exemple sur le Mozambique, qui vient d'augmenter son budget de 2011 de 45% pour lutter contre la cherté du coût de la vie. "Le PRR propose d'augmenter notre budget de 45% comme le Mozambique dès le 1er mai 2011 et les salaires de 30%, de doubler les bourses des étudiants dès la rentrée prochaine, de construire des logements sociaux dans toutes les préfectures, etc.", a-t-il précisé. Enfin, le PRR serait favorable au dialogue inclusif préconisé par le chef de l'Etat, car d'après lui, "ceux qui ne veulent pas s'unir aux autres pour sauver le Togo et les Togolais vont disparaître, car rien n'est permanent dans ce monde"

M.B

## Mme Kadjaka Abougnima Femme leader 2010 lance son programme d'activités

Femme leader 2010, Mme Kadjaka Abougnima Molga a présenté hier son programme d'activités au cours d'une conférence de presse à l'Hôtel Sarakawa à Lomé. Couronnée le 26 décembre, elle a axé son programme autour de sept piliers avec un accent sur la sensibilisation des femmes sur le projet CARMMA et de la scolarisation de la jeune fille.

Ce programme en faveur des femmes en difficultés, loin de se substituer au programme du gouvernement, vient au contraire renforcer celui-ci. "Nous désignons par femmes en difficulté, les femmes fistuleuses, les veuves et les malades de SIDA. Le soutien consistera à apporter divers dons en nature à ces femmes, afin de les soulager un tant soit peu de leurs souffrances. Les dons seront composés essentiellement de vivres et de vêtements,

qui sont offerts par des donateurs, des sociétés et de bonnes volontés." a expliqué Mme Amédjogbé en charge du ministère de la promotion de la femme.

Dans cette feuille de route de la Femme leader 2010, une part belle est accordée à la sensibilisation de la jeune fille scolarisée. D'après le président du comité d'organisation, M. Zavier Balouki en fin d'année scolaire, la femme leader rencontrera des élèves jeunes filles de certains collèges et lycées de Lomé et de l'intérieur du pays, ainsi que des étudiantes des universités de Kara et de Lomé. Ces rencontres seront sanctionnées par l'octroi de bourses d'étude à des filles nécessiteuses et méritantes. Il faut ajouter que le problème de l'autonomisation financière et l'accès des femmes aux moyens de production et à la terre ne sont pas du reste. "Mon action s'attèlera à amener les femmes dont

les droits sont bafoués à prendre conscience de cette situation et les aider à se revaloriser. Outre cela, le problème d'accès des femmes à la terre n'est pas des moindres, car chez nous le poids de la tradition continue de faire son petit bonhomme de chemin. Ainsi, il convient de sensibiliser hommes et femmes pour reformer les mentalités et légitimer désormais l'accès des femmes à la terre" a souligné Mme Kadjaka Abougnima.

Pour inscrire ses activités dans la durée, le comité d'organisation a choisi comme stratégie d'action de communiquer par un vecteur muet de publicité : des supports imprimés à l'effigie des Femmes leaders, un court métrage qui mettra en valeur ces femmes d'excellence pour une large diffusion médiatique au Togo. Le début de ces activités est prévu pour avril 2011.

MIDODJI Benito

## Football :

# Stephen Keshi de retour dans le nid des Eperviers



Un nouvel entraîneur pour les Eperviers du Togo. L'ancien entraîneur de l'équipe nationale et tout dernièrement du Mali, Stephen Keshi reprend les rênes de la sélection togolaise. Après la démission du Français Thierry Froger qui n'a pu obtenir la moindre victoire avec les Eperviers en quatre matchs, l'ancien Super Eagle du Nigeria a été retenu par la Fédération Togolaise de Football (FTF) pour le remplacer. Keshi a signé pour une pige de trois matchs et aura pour adjoint Tchaniël Tchakala, le directeur général de l'Académie Liberty Sport du Togo. Si en 2006 le technicien nigérian a bénéficié d'un semblant de stabilité à la FTF et d'une équipe plus ou moins homogène pour qualifier le Togo à la CAN et à la coupe du monde en Allemagne, il hérite cette fois-ci d'une fédération qui se relève d'une longue crise et qui est confrontée à des difficultés financières et d'une équipe en pleine reconstruction qui cherche encore ses marques. Face à cette situation, on se demande ce qu'il pourra vraiment faire même si son retour a été salué par les amoureux du ballon rond. Déjà, plusieurs absences des cadres de l'équipe nationale ris-

quent de lui donner des insomnies. Même avec un probable retour au sein de la sélection pour le match contre le Malawi le 26 mars prochain, on se demande ce que l'excipitaine des Eperviers pourrait faire seul. Dans le groupe K, le Togo est 4e avec 3 points derrière le Malawi (6 pts) et devant le Tchad (2 pt).

P.A.

## CHRONIQUE

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest  
Récépissé n°0338/05/03/08  
15 BP : 82 Lomé - Togo  
Tél: 320 92 75 / 901 21 69

Directeur de la  
Publication

ALIZIOU ESSODINA  
901 21 69

REDACTION

AGBANDA Pierre  
A. KAPO  
B. Talom.  
Dao Kossi  
Vicarmelo T.  
Carole AGHEY

Imprimerie Service Compris  
Tirage : 2000 ex.

# Libye: les pays émergents appellent à un cessez-le-feu

**Un soldat libyen vérifie l'état d'un véhicule touché par les bombardements des forces internationales dans une base militaire à Tripoli, le 22 mars 2011.**

Alors que l'intervention militaire contre le régime de Kadhafi en est à son 4e jour, des divisions entre membres de la coalition apparaissent au grand jour : divisions sur le commandement des opérations, sur la nature de l'intervention et même en filigrane sur l'objectif final. Le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie, ces quatre pays émergents qui se sont abstenus lors du vote de la résolution 1973 du Conseil de sécurité, appellent désormais à un cessez-le-feu immédiat.

"La meilleure voie pour assurer la sécurité de la population civile libyenne est un cessez-le-

feu immédiat et le début d'un dialogue". Voilà ce qu'a déclaré ce mardi 22 mars 2011, le ministre russe de la Défense Anatoli Serdioukov. Moscou n'est pas seule à réclamer l'arrêt de l'intervention militaire des forces internationales : la Chine, elle aussi membre permanent du Conseil de sécurité, a réitéré son opposition à l'usage de la force en Libye. Selon Pékin, cela pourrait entraîner davantage de victimes civiles, alors que la résolution de l'ONU s'était justement fixé comme but de protéger la population libyenne.

Même son de cloche chez deux autres pays émergents et qui briguent une place permanente au Conseil de sécurité: le Brésil et l'Inde. Tous deux soulignent leur entier soutien aux aspirations démocratiques du



peuple libyen. Mais New Delhi estime que le succès ou non de la révolte est une affaire strictement intérieure à la Libye, affaire dans laquelle aucun pays étranger ne devrait s'ingérer.

Quant au gouvernement brésilien, il veut toujours croire à une issue politique de la crise

libyenne. Un cessez-le-feu sera, selon Brasilia, la condition préalable à une reprise du dialogue.

## Libye : l'Italie insiste pour laisser les opérations sous l'égide de l'Otan

On peut clairement parler de conflit diplomatique, politique et stratégique, entre Rome et Paris, avec une attaque virulente de la droite berlusconienne, via les médias appartenant à la famille du chef du gouvernement, à commencer par Il Giornale.

Ce quotidien accuse Nicolas Sarkozy de "mener une guerre de conquête et non de libération. De ne s'intéresser ni à la paix, ni à la démocratie, mais aux puits de pétrole".

En réalité, l'Italie est toujours très gênée aux entournures. Ce

pays a été, dans un premier temps, extrêmement réticent, à prendre des mesures contre le pouvoir de Kadhafi, avec lequel il avait pris des accords très importants, notamment sur le plan énergétique et migratoire.

Et aujourd'hui, la péninsule se sent mise en marge par la France et la Grande-Bretagne. C'est pour cela que le gouvernement insiste sur le passage du commandement des opérations en Libye, sous l'égide de l'Otan.

Dans le cas contraire, Rome menace de reprendre le contrôle des sept bases militaires mises à la disposition de la coalition internationale, et de mettre en place un commandement séparé.

Source : rfi

## Les militaires prennent la ville en otage

# Un Togolais à l'origine de la situation

**Toute la nuit du 22 au 23 mars, une bonne partie de la ville de Ouagadougou n'a pas fermé les yeux. Des soldats en colère ont tiré toute la nuit à l'arme automatique après avoir cambriolé un dépôt d'armes. Les militaires dont le nombre reste encore indéterminé ont fait ensuite le tour de la ville à pied ou en véhicules où ils ont saccagé tout sur leur passage. Les magasins, alimentations et stations d'essence.**

La ville est déserte, les Ouagalais qui sont allés aux nouvelles, le matin du 23 mars ont du regagner précipitamment leur domicile suite à des rumeurs de couvre-feu vers midi.

### Le gouvernement a démenti cette rumeur.

Finalement, c'est au journal de 13 heures qu'un communiqué du ministère de la défense est venu éclairer la lanterne des Burkinabè sur les raisons de cette mutinerie. Il évoque une décision judiciaire en date du mardi 22 mars qui condamne un sous officier et quatre soldats pour atteinte à la pudeur. Ils ont été condamnés à 15 mois de prison à l'audience avec mandat de dépôt à la prison militaire du Camp Général Sangoulé Lamizana.

Les camarades des cinq prévenus qui ont assisté à l'audience ont jugé la décision trop sévère et ont commencé à protester le jour même de la décision de justice.

Tout s'est ensuite accéléré dans la nuit et jusqu'à ce matin.

Les dégâts sont énormes. Ce sont des biens publics qui ont été saccagés et volés par des hommes en tenue et des badauds qui les suivaient à la trace.

La question que l'on se pose tous ici, que recouvre le terme atteinte à la pudeur ? Selon les informations de Koaci, il s'agit d'une affaire de femme qui a dégenéré. Un tâcheron togolais qui travaillait chez le sous officier a tenté de draguer la femme de ce dernier. La femme aurait repoussé ses avances et en a informé son sous officier de mari. Celui-ci en complicité avec ses soldats a décidé de donner une leçon au tâcheron trop entreprenant.

Les soldats ont donc interpellé



le tâcheron qui devrait choisir selon nos informations entre une bastonnade et repartir tout nu sur sa moto en plein Ouaga. Le tâcheron a choisi la seconde proposition. Mais une fois à l'abri, il informa son patron qui déposa une plainte en justice.

### Les faits remontent au mois de février.

La colère des soldats et les casses qui s'en sont suivies ont lieu dans un contexte d'extrême tension au Burkina Faso depuis le décès de Justin Zongo. Là aussi, il y a eu des casses et les écoles sont fermées depuis deux semaines en attendant que la justice dise qui des policiers ou de la méningite a tué le jeune Justin Zongo

Source : koaci.com

# Victoire de Yayi au premier tour de la présidentielle: l'opposition mérite son échec

**Annoncée très indécise, la présidentielle du 13 mars a livré un verdict impitoyable pour l'opposition qui consomme un K.O historique et thérapeutique. Le président candidat passe sur les roulettes au premier tour avec plus de 53% des voix.**

Cette belle victoire apparemment étonnante fait jaser au point de sortir le principal challenger de Yayi Boni, l'éternel perdant Adrien Houngbédji, de sa réserve. Pour sa cinquième défaite à la présidentielle, "l'homme arc-en-ciel", aujourd'hui sous le parapluie de l'Union fait la Nation (UN) a achevé ses illusions dans la douleur.

Et pourtant, le K.O était prévisible sans vraiment adopter les consciences. A force de banaliser l'évidence, les politiciens de l'opposition laissaient grossir leur rêve. Une question s'impose à l'heure de l'avènement du K.O. Comment Yayi Boni en est-il arrivé à réaliser l'exploit ?

Le principe du K.O exige l'absence de faiseur de roi et le face à face entre deux candidats poids lourds. Dans un passé dont la pédagogie est prise en charge par l'histoire électorale de la démocratie, Adrien Houngbédji et Bruno Amoussou arbitraient le duel Kérékou Soglo et rendaient inévitable le second tour. Pour le vote du 13 mars, Abdoulaye Bio Tchané s'est plutôt révélé une illusion dans les urnes au moment où les menus fretins justifiaient leur statut. Du coup, le face-face Yayi-Houngbédji portait la promesse et la charge du K.O. Le poulain de l'Un a fait les frais du vide, impuissant à se rendre meilleur.

Yayi Boni ne s'est pas contenté de la prime du sortant et a constamment soigné son avance sur le candidat unique de l'Union fait la Nation. Son bilan a généreusement plaidé pour une

réélection haut de gamme. C'est dans le social, son marigot de prédilection, que le leader du Changement a assommé l'opposition. Yayi a pu se forger une réputation rayonnante, celle du Président du peuple. La gratuité de la césarienne a accouché de mères heureuses et de familles épanouies avec de nombreuses vies humaines sauvées. Yayi peut gérer la fierté d'avoir mis fin à l'hécatombe dans les salles d'accouchement. La gratuité de l'enseignement acquise sur une gradation conséquente durant le mandat laisse des points importants au marquoir du Président candidat. Les micro finances, au cœur de la politique de lutte contre la pauvreté, ont dispensé leur vertu et assuré la nécessaire thérapie de l'indigence. Les micro-crédits aux plus pauvres constituent le principal levier de l'éclatant succès de Yayi Boni. Aux performances sociales, s'ajoute la réalisation éloquente d'infrastructures. L'enchaînement dans le Bien a mis le Chef de l'Etat à l'abri de la foudre injuste de la cohorte de politiciens rejetée par le peuple en 2006.

Les effets du bilan élogieux sont amplifiés par la campagne électorale. Le discours social et ambitieux du Président candidat bénéficie du poids de l'expérience. La preuve de l'efficacité apportée dans l'exercice du pouvoir donne à Yayi le gain de la crédibilité. L'opposition sans inspiration et minée par l'obsession du pouvoir s'est confinée dans une campagne stérile et calamiteuse. Son projet, un mélange mal dosé de plagiat et de démagogie est vicieux. Au-delà des refrains hilarants d'ordinateurs et de milliards aux communes, Adrien Houngbédji a repris les thèmes forts de Yayi donnant l'impression de quémander un mandat juste pour achever l'œuvre de son prédécesseur.

Il a mal joué sur le terrain social et validé maladroitement le programme de Yayi. Au fait, l'opposition improductive s'est investie inconsciemment à rendre hommage à Yayi. Sans la troupe immature de l'opposition à assurer son propre suicide. Ses cartons rouges brandis anarchiquement, sans conviction et sans proposition ont été contre-productifs. Les paroles pleines d'onction ont en revanche mis d'emblée Yayi dans la posture de père de famille et d'homme de paix. Il a l'art de créer la contagion de la joie et de vendre l'espoir abandonnant ses adversaires à promener le miroir de la peur. Son discours tranche avec les envolées belliqueuses de politiciens voués aux gémonies réduits à des prédictions apocalyptiques. L'opposition a été aussi sanctionnée pour son agreur mal masquée.

Autres facteurs de la dégringolade aveugles des opposants contre les partisans du pouvoir et le choix mal mûri de Houngbédji d'être absent dans la partie septentrionale du pays pendant la campagne électorale. Le mouvement Un a justifié son caractère régionaliste. La procuration déguisée donnée à Abt s'est noyée.

On ne devrait rien attendre de gens unis qui dégagent une onde négative. Le peuple a finalement compris que le projet de société de l'opposition se résume en une seule formule : "chasser Yayi". Pour aboutir à cette fin malsaine, les anti-yayi avaient recruté les repris de justice. Un, assemblage de pièces incompatibles, rouillées n'était pas vendable sur le marché électoral. Le peuple a moissonné le blé par ce K.O. assortie de carton rouge. "On ne peut rien changer.

Source : Le Matinal

# Communiqué

de la Direction générale de SE2M-TOGO, filiale du Groupe Bolloré

## BOLLORE REMERCIE LES AUTORITES TOGOLAISES ET LES POPULATIONS



Le vendredi 04 mars 2011, le Groupe Bolloré à travers sa filiale, la Société d'Entreprise de Manutentions Maritimes (SE2M-TOGO), a lancé officiellement les travaux de construction du troisième quai au terminal à conteneurs du Port de Lomé, travaux qui s'inscrivent dans le cadre du projet d'extension et de modernisation du Port autonome de Lomé (PAL).

Le premier coup de pioche de cette ambitieuse œuvre de près de 300 milliards de F.Cfa a été donné par le Président de la République togolaise, son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé et le Président Directeur Général du Groupe Bolloré, M. Vincent Bolloré.

La cérémonie s'étant déroulée dans de très bonnes conditions, la Direction générale de SE2M-TOGO se joint à son personnel pour remercier très sincèrement le Chef de l'Etat, les membres de la Cour Constitutionnelle, le ministère de tutelle et tout le Gouvernement, les membres du Corps diplomatique et consulaire, les honorables députés, les autorités portuaires, les officiers supérieurs des Forces armées togolaises, les officiels, les Chefs traditionnels, religieux et coutumiers, les Directeurs de société, les opérateurs économiques, le personnel des sociétés maritimes et les vaillantes populations togolaises pour leur accueil très chaleureux et fraternel, de même que pour leur adhésion massive à l'évènement.

Comme l'a dit Vincent Bolloré : "*Nous sommes persévérants, nous sommes fidèles, nous ne serons pas des amis de quelques jours, nous serons là quelles que soient les circonstances...*", SE2M-TOGO, dans son engagement, compte énormément sur chacun de nous pour que ce projet se réalise dans les plus brefs délais afin de pouvoir créer ces milliers d'emplois et de contribuer ensemble au décollage économique du Togo.

Le Groupe Bolloré

EN BREF

### Les principales activités du Groupe BOLLORE

- Manutention portuaire
- Transit aérien et maritime
- Logistique
- Consignation Maritime
- Industrie et services
- Distribution d'énergie
- Plantations agro-industrielles
- Communication, media et télécommunication
- Voiture électrique

### Les chiffres clés du Groupe BOLLORE

- Parmi les 250 premiers groupes mondiaux
- 32 000 salariés répartis dans 101 pays
- Un chiffre d'affaires 2008 de 7 Milliards d'euros
- Des capitaux propres de 3,5 Milliards d'euros
- Une présence sur le continent africain de plus de 80 ans
- 200 Millions d'euros d'investissements en Afrique en 2008
- 1er réseau logistique intégré en Afrique



Siège social: Zone portuaire B.P: 34 Lomé - TOGO

Tél: +228 227.07.20 / 227.27.21 - Fax: +228 227.34.17 / +228 227.55.21